

CORDEE TPE

Convention Régionale de Développement de l'emploi par
l'économie pour les Très Petites Entreprises



SUR LE TERRITOIRE
DE L'AGGLOMERATION ROYAN
ATLANTIQUE

1 – Objectifs

- **Soutenir** un projet territorial collectif sur un territoire ou un bassin favorisant le maintien et le développement des services marchands de proximité pour offrir une qualité de vie et les services indispensables à la population locale
- **Consolider** les petites entreprises (activités commerce, artisanat, services) en favorisant leur développement au service de l'emploi
- **Favoriser** la prise en compte du développement durable par les petites entreprises



2 – Bénéficiaires

Entreprises bénéficiaires

- Entreprise située sur le territoire de l'Agglomération Royan Atlantique inscrite au RCS ou au répertoire des métiers ;
- En phase de création, développement ou de reprise/transmission ;
- Entreprise de moins de 10 salariés, (commerce, artisanat et services) réalisant un chiffre d'affaires de moins de 900 000 € HT ;
- Entreprise en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales. (attestation sur l'honneur de sa situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales) ;
- Le chef d'entreprise, conjoints collaborateurs ou salariés doivent s'engager à suivre une action collective et/ou une formation.

Etre éligible ne constitue pas un droit à l'aide sollicitée.



3 – Projets Eligibles :

	Artisanat	Commerce	Service
Création*	Eligible*	Eligible*	Eligible*
Transmission/reprise après signature du protocole	Eligible	Eligible	Eligible
Développement	Eligible	Eligible	Eligible

** Cumul possible avec la Bourse Régionale Désir d'Entreprendre pour les investissements subventionnables (matériels éligibles) supérieurs à 25 000 €.*

Sont prioritaires les activités éligibles liées :

- ✓ à la transmission / reprise
- ✓ à la revitalisation des communes rurales,
- ✓ au respect du développement durable,
- ✓ à l'innovation,
- ✓ à la création d'emplois,
- ✓ aux services de proximité à la population tels que les petites épiceries, les multi-services par exemples.
- ✓ à la localisation : Les activités du centre ville sont prioritaires par rapport à celles implantées sur les nouveaux parcs d'activités économiques d'une même commune.



3 -1 – Projets éligibles

Un projet sera jugé recevable et étudié uniquement si l'entreprise présente un programme de développement impliquant des investissements à caractère économique.

Matériel :

Modernisation de l'outil de production ;

Achat du 1^{er} véhicule utilitaire (notamment frigorifié) pour l'activité alimentaire et les commerçants non sédentaires ;

Investissements de capacité, de croissance ;

Achat de logiciel lié à l'exercice de l'activité.

Les autres catégories d'investissements matériels à caractère environnementaux et sociaux seront retenues dans l'assiette éligible et permettront de moduler le taux de l'aide entre 20 % et 30 %.

Le montant de l'investissement éligible doit être compris entre 5 000 € HT et 25 000€ HT.



4 - Les investissements exclus :

- Les investissements strictement limités à l'application des normes ;
- Le simple renouvellement d'équipements amortis ou obsolètes ;
- matériels d'occasion âgés de + 3 ans non rénovés, non garantis (excepté en cas de reprise) ;
- Le matériel roulant, VL et PL, sauf pour l'alimentaire et les commerçants non sédentaires ;
- La réalisation et l'entretien de cour, parking, clôture ;
- L'acquisition de terrain, de bâtiment ;
- Les investissements financés en location financière, leasing/crédit bail ;
- Les travaux faits à soi-même (dans cette hypothèse, seul le coût des matériaux achetés sera pris en compte) ;
- Les matériels informatiques liés uniquement à la gestion de l'entreprise ;
- Les investissements ayant déjà fait l'objet d'une aide financière.



5 – Les Activités non éligibles sur LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMERATION ROYAN ATLANTIQUE

Sont notamment exclues les activités relevant de :

- de l'agriculture, de la forêt, de l'aquaculture et de la pêche,
- professions libérales,
- - secteur bancaire et des assurances,
- sociétés de conseil,
- agents immobiliers,
- acquisition, gestion de patrimoine – particuliers, valeurs immobilières,
- pharmacies, santé,
- maisons de retraite,
- transports routiers,
- commerce de véhicule,
- enlèvement des ordures ménagères (transports),
- attractions foraines,
- salles de jeux forains,
- hôtels et campings,
- restaurants gastronomiques,
- activités saisonnières,
- restauration rapide comme les pizzerias à emporter, les sandwicheries, saladerie,
- jardineries, pépiniéristes,
- magasins de bricolage.



6 – Calcul de la subvention

Le montant des investissements éligibles doit être compris entre 5 000 € HT et 25 000 € HT.

L'aide est calculée en fonction de l'intérêt global du projet et notamment de son adéquation avec des critères environnementaux, sociaux, d'emploi, d'impact économique, plan de formation ;
le montant s'établit entre 20 % et 30 % des dépenses éligibles.

Cette aide financière est calculée à partir d'un taux de base de l'aide fixé à 20 %.

Ce taux de base est modulable avec au plus 2 bonifications.

Une première bonification de 5 % peut être accordée, soit un taux de 25 % du montant des investissements éligibles en cas d'investissements à caractère environnementaux **ou** à caractère sociaux.

Une seconde bonification de 5 % peut être accordée, soit un taux de 30 % du montant des investissements éligibles en cas d'investissements à caractère **environnementaux et à caractère sociaux**.

7 - Les critères de bonification



a) Détail des investissements à caractères environnementaux :

Application de contraintes environnementales concernant le traitement de l'eau, de l'air, solution aux déchets ; Alternative aux énergies fossiles, économies d'énergies... ; Eco construction.

b) Détail des investissements à caractère sociaux :

Accessibilité aux personnes en situation de handicap pour faciliter pour tous les Publics (salariés des entreprises, public reçu, clients accueillis), l'accès aux bâtiments et locaux, aux services et activités, aux postes de travail ;

Investissements **au-delà** de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite qui relève du domaine réglementaire : aménagements permettant la prise en compte du handicap sensoriel (déficience auditive ou visuelle) ;

Aménagements des postes de travail, mise en place de rampes d'accès, de portes automatiques, aménagements sanitaires ;

Pour les salariés et entreprises relevant de son champ d'intervention, l'aide apportée pourra être mobilisée en complément des mesures développées par l'AGEFIPH pour faciliter l'insertion dans l'emploi des travailleurs handicapés ;

Investissements spécifiques favorisant la mixité sur le lieu de travail.

Recrutements (augmentation d'effectif, tps partiel > 1/2 temps) ;

Pérennisation d'emploi (transformation de CDD en CDI) ;

Pérennisation de l'emploi d'apprenti (transformation en CDI).

8 - Procédure d'attribution de l'aide



1. **Le réseau instructeur** : Les Chambres consulaires , Chambre de Commerce et d'Industrie – antenne de Royan, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 17, Espace gestion Royan, l'Atelier de la Création, la couveuse d'Entreprise et l'Agglomération Royan Atlantique accompagnent les porteurs de projet dans la constitution de leur dossier de candidature.
2. **Le dossier de candidature complet** est déposé auprès de l'Agglomération Royan Atlantique (porte d'entrée du réseau ACCES) avant le commencement des investissements subventionnables. Un accusé de réception est envoyé au porteur de projet.
3. **Le Comité de Sélection auditionne** le porteur de projet accompagné du service instructeur. Le Comité émet une proposition (favorable, défavorable ou en attente d'éléments complémentaires).
4. **L'Agglomération Royan Atlantique notifie la part du Territoire** (Etat et Agglomération Royan Atlantique) à l'entreprise bénéficiaire.
5. **La Commission Permanente du Conseil Régional approuve sa part régionale** de l'aide et la notifie à l'entreprise bénéficiaire.
6. **Versement de l'aide au bénéficiaire** à l'achèvement de chaque projet et au regard des pièces justificatives nécessaires.

9 – Modalités de versement de la subvention



1. les investissements éligibles peuvent être engagés après la date de réception par le bénéficiaire d'un courrier d'accusé de réception précisant que le dossier est complet ;
2. le bénéficiaire doit s'engager à suivre une action de formation / sensibilisation, en priorité sur une thématique Développement durable, TIC, hygiène...
3. le paiement de la subvention interviendra sur présentation des factures acquittées et tous autres documents justifiant de la réalisation de l'ensemble du projet (création de poste, réalisation de formation, etc.) dans **un délai de 12 mois maximum** réalisés à partir de la notification de l'aide accordée ;
L'entreprise bénéficiaire doit réaliser son projet dans un délai de **un an** à compter de la date de décision accordant l'aide.



10 – Clause d’annulation et de reversement

Le remboursement de la totalité de l’aide est exigé du porteur de projet en cas de :

- revente de l’activité (sauf cas de transmission/reprise lié à un départ à la retraite) dans **un délai de 3 ans** ;
- délocalisation hors Agglomération Royan Atlantique dans un **délai de 3 ans**.

11 – Conditions particulières



Un délai de 36 mois doit s'écouler entre deux dépôts de dossier pour une même entreprise et dans la limite de **7 500 €** ;

L'obtention d'une bourse régionale désir d'entreprendre n'entraînera pas automatiquement l'examen du dossier au titre du CORDEE TPE.

Le Comité de sélection se réserve le droit d'examiner et d'apprécier, au cas par cas, la pertinence du cumul de ce dispositif avec d'autres aides.

- Un acte administratif entérine la position du Comité de sélection.
- Après présentation des factures acquittées de la part des bénéficiaires de ce dispositif, l'Agglomération Royan Atlantique se réserve le droit d'effectuer des contrôles pour s'assurer de la pertinence de cette aide en termes de pérennité de l'activité aidée, de création d'emploi.